L'essentiel de la semaine

Conclusion de la réunion extraordinaire du Conseil européen

Les 30 et 31 mai, Emmanuel Macron s'est rendu à Bruxelles pour un <u>Conseil européen extraordinaire</u>. Ce Conseil a porté sur l'agression russe contre l'Ukraine et sur la nécessité d'une souveraineté européenne en matière de défense et d'énergie. À l'issue de la première journée, le Conseil européen a demandé l'adoption sans délai d'un sixième train de sanctions qui comprendra la réduction de 90 % des importations par voie maritime de pétrole russe d'ici la fin de l'année 2022, l'élargissement de la liste noire à 80 oligarques, l'interdiction de trois chaînes de télévision ou encore l'exclusion de trois banques, dont Sberbank, du système SWIFT. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont dit prêts à fournir à Kiev une nouvelle aide financière de 9 milliards d'euros. Lors de la deuxième journée du Conseil, les dirigeants européens ont axé leurs discussions sur les questions liées à l'approvisionnement en énergie, à la sécurité alimentaire et à la défense européenne, conséquences directes de la guerre en Ukraine.

Conseil Agriculture et pêche

Les <u>ministres européens de l'Agriculture</u> ont échangé le 24 mai sur les voies de solidarité entre l'UE et l'Ukraine afin de faciliter l'exportation de produits agricoles ukrainiens par voie terrestre, en direction des marchés européens et mondiaux. La Commission a également informé les ministres de la situation des marchés agricoles. Les ministres sont convenu que, grâce à la Politique agricole commune (PAC), l'UE est autosuffisante pour la plupart des produits agricoles de base et l'approvisionnement alimentaire est assuré. La principale préoccupation demeurait le caractère abordable des denrées alimentaires et le prix des intrants pour les agriculteurs. Enfin, les ministres ont échangé sur l'influenza aviaire hautement pathogène, maladie animale transfrontalière capable de se propager fortement.

Conseil Affaires économiques et financières

Le 24 mai, <u>les ministres européens de l'Economie et des Finances</u> ont débattu de la coordination des réponses économiques face à la détérioration de la situation économique due à la guerre en Ukraine et au retour de l'inflation. Les ministres ont également fait le point sur la mise en œuvre du plan de relance, après une présentation de l'état d'avancement des travaux par la Commission. Enfin, le Conseil a adopté sa position sur une proposition de modification du règlement relatif aux fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF) visant à rendre ces fonds plus attrayants. Cette proposition s'inscrit dans le cadre du train de mesures sur l'union des marchés des capitaux (UMC), visant à créer un marché unique des capitaux afin de faire circuler les investissements entre tous les États membres.

Conseil des Affaires générales

Le 24 mai, <u>les ministres des Affaires européennes</u> ont échangé sur les conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et pour organiser efficacement le travail de suivi des 49 propositions. Le Conseil a également procédé à une audition concernant les valeurs de l'Union en Hongrie, notamment sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, le fonctionnement du système constitutionnel et électoral, la liberté d'expression et la lutte contre la corruption. Les ministres ont également préparé le Conseil européen extraordinaire des 30 et 31 mai ainsi que l'ordre du jour du Conseil européen des 23 et 24 juin. Enfin, dans le cadre de la boussole stratégique, le Conseil a approuvé des conclusions sur la mise en place d'une cyber posture de l'UE.

Réunion ministérielle des régions ultrapériphériques en Martinique

Cette <u>rencontre dédiée aux régions ultrapériphériques (RUP)</u>, que la France a placées au cœur de sa présidence, a été l'occasion pour la commissaire à la cohésion des territoires Elisa Ferreira de présenter la nouvelle stratégie relative aux régions ultrapériphériques : « Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union ». Cette rencontre a été l'occasion de réaffirmer l'ambition commune des États membres et des régions ultrapériphériques autour d'une priorité : l'adaptation des politiques européennes pour soutenir un développement harmonieux des RUP tenant compte de leurs caractéristiques structurelles.

L'agenda de la semaine prochaine

Les rendez-vous politiques importants

- Le 2 juin : Conseil Transports, Télécommunication et Energie (Transports)
- Le 2 juin : Conseil des Affaires générales (Cohésion)
- Le 3 juin : Conseil Transports, Télécommunications et Energie (Télécommunications)
- Le 3 juin : Conseil Affaires étrangères (Commerce)
 Le 9 juin : Conseil Compétitivité (Marché intérieur et industrie)
- Le 9 juin : Conseil Justice et affaires intérieures

